



**AMBASSADE  
DE FRANCE  
EN FINLANDE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

## Revue de la presse finlandaise

Le service de presse et de communication de l'Ambassade de France en Finlande propose quotidiennement, en français, une revue de la presse finlandaise. Les opinions et les jugements émis dans cette revue de presse ne sauraient engager la responsabilité de l'Ambassade. Cette revue est réalisée à partir de la lecture des titres suivants :

*Aamulehti (AL), Helsingin Sanomat (HS), Hufvudstadsbladet (Hbl), Iltalehti (IL), Ilta-Sanomat (IS), Kaleva, Kanava, Kansan Uutiset (KU), Kauppalehti (KL), Keski-suomalainen (KS), Nykypäivä (NP), Suomen Kuvalehti (SK), Suomenmaa (SM), Turun Sanomat (TS), Demokraatti (Dem).*

### Vendredi 23 février 2024

Guerre en Ukraine .....	2
Assistance matérielle d'urgence fournie à l'Ukraine par la Finlande .....	2
« Une experte finlandaise a étudié d'où la Russie recrutait ses soldats pour la guerre en Ukraine » IS .....	2
Politique étrangère .....	3
L'enquête sur les dommages au Balticconnector a progressé .....	3
Elections européennes .....	3
Politique intérieure .....	3
Les grèves de soutien et les grèves politiques bientôt interdites .....	4
Débat sur un plafond d'endettement .....	4
Finances des collectivités territoriales .....	4
L'opposition exige des mesures en faveur des régions de santé .....	4
Immigration - Emploi .....	5
Le gouvernement souhaite bouleverser l'immigration liée au travail .....	5
Augmentation du chômage des ressortissants étrangers .....	5
Selon une chercheuse, le fait que les ressortissants étrangers ne trouvent pas de travail en Finlande signifie que ce pays les forme gratuitement pour les obliger ensuite à partir ailleurs .....	5
Médias .....	6
La décision concernant le concours de l'Eurovision ne relève pas du conseil d'administration de YLE, selon son président .....	6
Kaius Niemi élu nouveau président de la section finlandaise de Reporters sans frontières .....	7
Culture .....	7
Sortie de L'île rouge .....	7

## **Guerre en Ukraine**

### **Assistance matérielle d'urgence fournie à l'Ukraine par la Finlande**

Communiqué du Ministère de l'Intérieur

Cela fait plus de deux ans depuis l'activation du mécanisme de protection civile de l'UE à la suite de la demande d'assistance de l'Ukraine.

Sur une période de deux ans, l'Ukraine a demandé une assistance à 182 reprises et les pays européens ont fait au total 3 381 offres d'assistance à l'Ukraine par le biais du mécanisme de protection civile. La Finlande est le troisième fournisseur d'assistance le plus actif avec ses 276 offres d'assistance.

Le ministère de l'Intérieur coordonne la fourniture d'une aide matérielle d'urgence à l'Ukraine par le biais du mécanisme de protection civile de l'UE. L'éventail de l'assistance fournie est large et couvre pratiquement toutes les autres choses que l'équipement militaire. La Finlande a déjà envoyé près de 300 camions d'aide matérielle à l'Ukraine, notamment une aide importante pour le secteur de l'énergie, les soins et les services de secours.

La valeur monétaire de l'aide matérielle est d'environ 20 millions d'euros. Une grande partie de l'aide matérielle envoyée provient de dons provenant de différents secteurs de la société.

[https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/materiaalista-hataapua-toimitettu-ukrainaan-kaksi-vuotta?languaged=en\\_US](https://valtioneuvosto.fi/-/1410869/materiaalista-hataapua-toimitettu-ukrainaan-kaksi-vuotta?languaged=en_US)

### **« Une experte finlandaise a étudié d'où la Russie recrutait ses soldats pour la guerre en Ukraine » IS**

Laura Solanko, conseillère principale à la Banque de Finlande, a comparé les données sur les dépôts bancaires à long terme dans les régions en Russie et a trouvé des résultats intéressants. Il apparaît que la Russie a mobilisé et recruté des hommes pour la guerre en Ukraine, principalement venant des régions les plus éloignées de Moscou et des régions les plus pauvres de Russie.

Laura Solanko est spécialisée dans la politique économique russe et son secteur bancaire à l'Institut de recherche sur les économies émergentes de la Banque de Finlande.

Solanko a utilisé les données des banques régionales pour analyser la répartition régionale de la mobilisation russe.

Solanko affirme que, dans certaines régions, la croissance des dépôts bancaires des ménages a été rapide et n'est pas due à des facteurs macroéconomiques locaux.

Selon les conclusions de Solanko, dans la région de Touva, à la frontière avec la Mongolie, le nombre de dépôts bancaires des ménages a augmenté de 53 % par rapport à la moyenne à long terme. Dans un total de 16 régions, le nombre de dépôts a augmenté de plus de 25%.

La Tchétchénie, la Bouriatie et l'Altaï, le Daghestan et la Kalmoukie étaient également en tête des régions où les dépôts bancaires ont augmenté le plus. Ce sont toutes des régions petites et pauvres, éloignées de Moscou, et où un plus grand nombre de personnes vivent en dessous du niveau de revenu minimum qu'en moyenne en Russie. De plus, la majorité de la population de ces régions n'est pas d'origine slave.

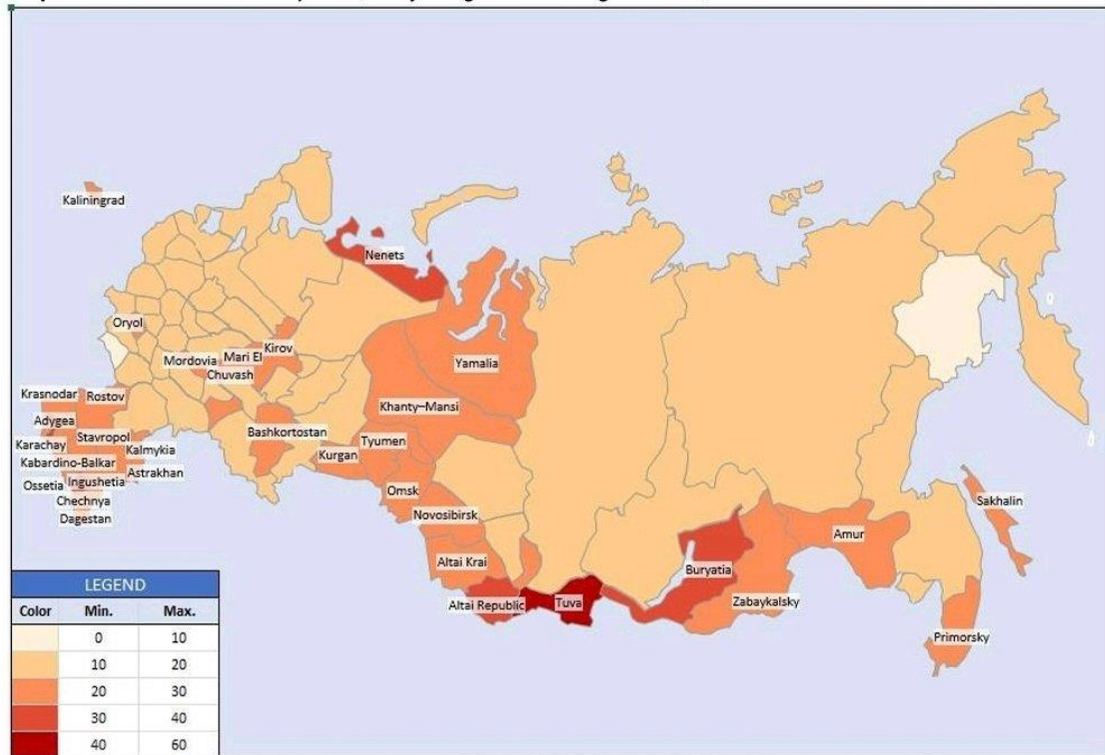
Selon Solanko, il est clair que les salaires élevés versés aux soldats et les indemnités importantes versées en cas de blessure grave ou de décès d'un soldat peuvent expliquer la nette augmentation des dépôts bancaires régionaux.

En 2022, Vladimir Poutine a signé un décret selon lequel trois millions de roubles (environ 30 000 euros au taux de change actuel) seront versés à un soldat blessé sur le champ de bataille, et cinq millions de roubles (environ 50 000 euros) au plus proche parent en cas de décès d'un soldat. Ces montants représentent des sommes astronomiques selon les normes russes, environ 50 à 80 fois supérieures au salaire mensuel moyen.

Déjà, l'argent du recrutement, qui s'élève à 700 000 roubles, est plus de 10 fois supérieur au salaire moyen.

Solanko souligne que tous les salaires et avantages versés par l'État russe transitent par des comptes bancaires, on suppose donc que les salaires des soldats et les indemnités en cas de blessure ou de décès apparaissent également sur les comptes bancaires.

**Map 1.** Household bank deposits, on-year growth in August 2023, %.



Sources: CBR, BOFIT.

Lire l'étude de Solanko (en anglais) sur le site de la Banque de Finlande :  
<https://publications.bof.fi/handle/10024/53281>

## **Politique étrangère**

### ***L'enquête sur les dommages au Balticconnector a progressé***

L'enquête sur la rupture du gazoduc finlandais Balticconnector a progressé, a déclaré jeudi à Reuters la ministre des Affaires étrangères Elina Valtonen.

Selon Valtonen, l'enquête devrait bientôt aboutir à des conclusions, bien qu'elle ne soit pas complète. Elle n'a pas révélé les détails de l'enquête à Reuters. Elle a toutefois déclaré que la coopération avec la Chine dans le cadre de l'enquête était « fructueuse ».

Le gazoduc entre la Finlande et l'Estonie s'est rompu en octobre.

HS/A16

## **Elections européennes**

Li Andersson candidate ?

Li Andersson, présidente de l'Alliance des gauches, n'exclut pas de se présenter aux élections européennes. Elle souligne que, pour le parti, maintenir le siège qu'il a actuellement est extrêmement important. En même temps, elle considère que son travail dans l'opposition au Parlement national est essentiel.

HS/A7

## **Politique intérieure**

### ***Les grèves de soutien et les grèves politiques bientôt interdites***

Les intentions du gouvernement d'interdire les grèves de soutien et les grèves politiques sont déjà en bonne voie de réalisation, conformément au programme gouvernemental de l'été. Le ministre du travail, Arto Satonen (Coalition nationale), a présenté jeudi la réforme de la législation sur les actions syndicales. Le gouvernement devrait soumettre un projet au parlement à la fin du mois, les nouvelles lois devant entrer en vigueur en juillet.

Le projet du gouvernement n'a pas encore été publié jeudi. Le projet vise notamment à limiter la portée des grèves de soutien afin que leurs effets ne causent pas de dommages disproportionnés aux entreprises. En outre, la durée des grèves ou débrayages pour motifs politiques serait limitée à 24 heures. La durée des autres actions pour des motifs politiques, telles que les interdictions d'heures supplémentaires, serait limitée à deux semaines. Les amendes compensatoires pour les grèves illégales seront également augmentées.

Sur la base des commentaires reçus, quelques modifications ont été apportées au projet. Lors d'une séance d'information organisée jeudi, le ministre a confirmé que l'article exigeant que l'obligation pour qu'un travailleur voulant faire une grève de soutien « assure la poursuite des services ou d'activités essentiels au fonctionnement de la société » a été supprimé du projet.

Cependant, Jarkko Eloranta, président de la Confédération des syndicats finlandais SAK, estime que le groupe de travail tripartite qui a préparé le projet a ignoré la quasi-totalité des préoccupations des travailleurs.

HS/A6

### ***Débat sur un plafond d'endettement***

Le plafond défini par le Parlement pour le maximum en matière de dette publique, 170 milliards d'euros, risque d'être dépassé cette année puisqu'on était déjà à 162 Mrds d'euros fin janvier.

Le gouvernement se prépare à présenter au Parlement de relever le plafond durant cette législature.

Le Premier ministre Petteri Orpo qui a proposé d'inscrire dans la législation un plafond pour l'endettement, estime que définir un plafond qui soit proportionnel au PIB serait plus parlant que de définir une somme en valeur absolu.

HS/A7

### ***Finances des collectivités territoriales***

Les communes et régions de santé prévoient des économies de 420 millions d'euros pour l'année en cours, selon le patronat communal KT. Il s'agit d'une somme bien supérieure par rapport aux années précédentes.

Selon Markku Jalonen, directeur général de KT, la base de financement de l'Etat-providence ne suffit pas pour couvrir les obligations et fonctions des communes et régions de santé.

Selon une enquête effectuée auprès des communes, il s'agira principalement de réorganiser le travail et de rendre plus efficaces les modes de fonctionnement, de restreindre les recrutements et ne pas remplacer le personnel qui part à la retraite.

HS/A7

### ***L'opposition exige des mesures en faveur des régions de santé***

La situation de la Finlande de l'Est et les coupes concernant les régions de santé ont été évoquées lors de l'heure des questions au Parlement. L'opposition a souhaité des mesures concrètes en faveur de la Finlande de l'Est qui souffre particulièrement.

Le Premier ministre Orpo et le ministre du Commerce extérieur Rydman disent que le gouvernement s'efforce d'influencer sur l'UE pour obtenir des crédits dans le budget européen afin de financer les régions de l'Est qui souffrent de la fermeture de la frontière.

Orpo indique qu'il s'est entretenu avec la Présidente de la Commission von der Leyen pour augmenter la prise de conscience sur la situation de la Finlande orientale.

HS/A7

## ***Immigration - Emploi***

### ***Le gouvernement souhaite bouleverser l'immigration liée au travail***

Le gouvernement prépare des modifications qui limiteraient à trois mois le droit de séjour en Finlande pour les immigrés qui n'ont plus d'emploi. Concernant les experts, il s'agirait d'un délai de six mois.

Des représentants de l'opposition s'inquiètent pour les perspectives de l'immigration liée au travail. Pour eux, la politique du gouvernement prévoit des obstacles pour l'immigration des travailleurs.

La population en âge de travailler, soit le nombre de personnes de 15 à 64 ans, est repartie à la hausse après de longues années. Or l'augmentation de l'immigration de travailleurs est un facteur considérable derrière cette évolution.

Hilkka Kemppe, députée centriste, rappelle que la règle des trois mois compliquerait la vie des travailleurs qui viennent avec leur famille. Des députés sociaux-démocrates estiment eux aussi, qu'une telle mesure n'augmente pas l'attrait de la Finlande aux yeux des travailleurs internationaux. Nasima Razmyar regrette l'idée de classer les travailleurs dans deux catégories différentes.

Le ministre de l'Emploi Arto Satonen se défend en disant que le délai différent concernant les experts est lié aux processus de recrutement plus longs les concernant.

Satonen a évoqué les quatre pays où la Finlande prioritairement s'efforce de recruter des employés : les Philippines, le Vietnam, le Brésil et l'Inde. Il relève que nombre d'experts arrivent de l'Inde en ce moment.

Il insiste sur l'importance de fixer à 1600 le salaire minimum pour les immigrés qui viennent travailler en Finlande. « Il faut bien pouvoir vivre de son salaire. » Il rappelle que la confédération syndicale SAK a été favorable au relèvement de ce minimum, qui actuellement est de 1331 euros. Uusi Suomi

### ***Augmentation du chômage des ressortissants étrangers***

Helsingin Sanomat relève qu'il y avait un nombre historique de ressortissants étrangers au chômage en décembre.

Selon le ministère de l'Emploi et de l'Economie, il y avait en décembre plus de 44 000 demandeurs de travail au chômage en Finlande.

En janvier 2020, il y avait 25 400 demandeurs de travail étrangers au chômage. L'augmentation de leur nombre correspond à 67 %. L'augmentation a été rapide durant la pandémie de coronavirus, et depuis, les chiffres sont restés élevés.

Des études montrent que les ressortissants étrangers ont des emplois précaires et à temps partiel qui ne prévoient pas de congés payés ni de médecine du travail ou autres services prévus par l'employeur.

Une partie considérable des travailleurs étrangers occupe des emplois qui ne correspondent pas à leurs compétences. Des ressources sont gâchées.

HS

### ***Selon une chercheuse, le fait que les ressortissants étrangers ne trouvent pas de travail en Finlande signifie que ce pays les forme gratuitement pour les obliger ensuite à partir ailleurs***

De faibles connaissances en finnois constituent un handicap pour le statut des immigrés sur le marché du travail.

Peu d'emplois de spécialiste où la langue locale n'aurait pas d'importance sont disponibles, selon une entreprise de recrutement MPS Career. Dans 90 % des cas, les entreprises qui recrutent demandent des connaissances en finnois aux candidats.

Quivine Ndomo, chercheuse, estime qu'il faudrait être explicite sur le fait que le finnois est indispensable pour les étudiants étrangers qui une fois diplômés souhaitent rester en Finlande. Elle estime qu'il faudrait inclure des études obligatoires de finnois dans les études.

Le ministère de l'Éducation et de la Culture a pris conscience de ce problème concernant la question des connaissances linguistiques et des mesures ont été prises, mais toujours est-il qu'il y a des programmes dans les universités finlandaises qui ne prévoient aucun cours de finnois. L'objectif du gouvernement et du ministère de l'Éducation a été de développer les formations en anglais dans les écoles professionnelles et le recrutement d'étudiants et chercheurs étrangers dans les universités.

En 2022, il y avait 32 000 étudiants étrangers dans les universités, dont 18 000 hors UE ou EEE. Le ministère souhaiterait que 75 % des diplômés étrangers soient recrutés par le marché de travail finlandais, mais parmi les diplômés d'études supérieures internationales, c'est le cas d'un peu plus de la moitié seulement. Pourtant, selon des enquêtes du ministère, bien plus souhaiteraient rester et trouver du travail en Finlande.

En 2021 environ 60 % des diplômés d'études supérieures professionnelles internationales trouvaient du travail en un an, contre 90 % des Finlandais. Concernant les titulaires de doctorat, c'était le cas de 54 % des ressortissants étrangers contre 87 % des Finlandais.

Selon Quivine Ndomo, les lacunes dans les connaissances linguistiques ne sont toutefois pas l'unique raison pour laquelle les étrangers ne trouvent pas d'emploi. Les connaissances linguistiques peuvent être utilisées comme un prétexte en cas de réticence à recruter des étrangers.

Selon une étude effectuée pour le compte du gouvernement, 71 % des 750 entreprises membres du patronat EK ayant répondu disent que l'anglais est utilisé quotidiennement ou hebdomadairement chez elles. On pourrait donc imaginer qu'il y a des emplois y compris pour des personnes qui ne parlent que l'anglais.

EK rappelle toutefois que chercher du travail une fois les études terminées n'a été possible pour des ressortissants hors UE que depuis les années 2000. Avant, les étudiants étrangers ne pouvaient rester que s'ils avaient déjà un emploi au moment de l'obtention du diplôme.

Pendant longtemps, on ne pensait pas en Finlande que ces personnes avaient un potentiel pour le pays. Ce n'est qu'avec la diminution de la population en âge de travailler que la Finlande en est devenue consciente, selon EK, qui souhaite que l'on ait le courage de recruter des étrangers car cela multiplierait le nombre de candidats possibles.

Les étrangers diplômés qui ne trouvent pas de travail en Finlande partent souvent ailleurs. EK regrette la situation absurde où la Finlande propose une formation gratuite à des personnes qui finiront par partir travailler ailleurs en Europe.

Dans l'avenir, les études des personnes hors UE et EEE seront nettement plus chères qu'actuellement, mais il se peut que cela fasse diminuer aussi le nombre d'étudiants étrangers qui entament leurs études en Finlande.

HS

## **Médias**

### ***La décision concernant le concours de l'Eurovision ne relève pas du conseil d'administration de YLE, selon son président***

Dans une lettre rendue publique jeudi, les députées et membres du conseil d'administration de Yle, Li Andersson (Alliance des gauches), Maria Ohisalo (Verts) et Elisa Gebhard (PSD), ont demandé au conseil de l'administration de YLE de prendre position contre la participation d'Israël au concours de l'Eurovision.

Dans leur lettre, elles ont écrit : « Nous, membres du conseil d'administration de YLE, pensons que le conseil d'administration de YLE devrait prendre position contre la participation du radiodiffuseur israélien KAN au concours de l'Eurovision. YLE devrait se retirer du concours de l'Eurovision si le radiodiffuseur israélien KAN est autorisé à y participer. » Dans leur lettre, le trio de députées fait notamment référence à la situation humanitaire à Gaza.

Sinuhe Wallinheimo (député de la Coalition nationale), président du conseil d'administration de Yle, déclare que la position des trois membres mentionnés ci-dessus sur la participation de Yle au concours de l'Eurovision ne représente pas la position du conseil d'administration.

« Pour ma part, je prendrais les choses lentement et calmement maintenant. En effet, ce n'est pas une décision qui relève du conseil d'administration. Les pouvoirs de décision et les tâches du conseil sont limités par la loi. En outre, L'Etat finlandais n'a pas imposé de sanctions à Israël. L'UER, l'Union européenne de radio-télévision, n'a pas indiqué qu'elle interdisait la participation d'Israël. En ce sens, la ligne est donc très claire. », explique Wallinheimo à HS.

Wallinheimo déclare que, lui-même, selon les informations actuellement disponibles, n'exclurait pas Israël du concours de l'Eurovision.

HS/A13

### ***Kaius Niemi élu nouveau président de la section finlandaise de Reporters sans frontières***

La section finlandaise de Reporters sans frontières a élu Kaius Niemi comme nouveau président. Niemi est l'ancien rédacteur en chef d'Helsingin Sanomat et actuellement vice-président exécutif de la société de communication Milton.

Niemi a une connaissance approfondie de la liberté de la presse, tant en Finlande qu'à l'étranger.

Niemi rappelle que, sans journalisme critique, il n'y a pas de démocratie qui fonctionne.

Niemi remplacera la présidente sortante, Yrsa Grüne-Luoma.

HS/A15

## ***Culture***

### ***Sortie de L'île rouge***

Les journaux rendent compte de la sortie de L'île rouge de Robin Campillo, avec la franco-finlandaise Nadia Tereszkiewicz dans le rôle principal.

HS/B5